

Maxime Quijoux « De l'Argentine à la France, les reprises d'entreprises par les salariés »

Posté le 6 avr, 2014



Après avoir étudié en profondeur deux cas de reprise d'usine en Argentine au début des années 2000, le jeune sociologue se penche désormais sur ce phénomène en France. Objectifs : étudier la manière dont ces démocraties industrielles se mettent concrètement en place, et par là même, renouveler le regard sur les mobilisations ouvrières. Maxime Quijoux, est un des lauréats 2012 du DIM Gestes.

C'est au début des années 2000, dans le cadre de ses activités militantes au sein de courants libertaires, que Maxime Quijoux a pris connaissance des nombreuses récupérations d'usines qui avaient lieu en Argentine, alors en proie à une crise économique d'ampleur. Intrigué depuis longtemps par l'Amérique Latine, et avide de comprendre comment pouvait concrètement s'organiser l'autogestion, l'étudiant en maîtrise de sociologie décide alors de s'y rendre. Un choix d'autant plus pertinent qu'en France, les interrogations sur ce modèle se réactivent au début des années 2000. « Je voulais savoir ce que valait politiquement cette question d'autogestion, se rappelle-t-il aujourd'hui. D'autant plus qu'en Argentine, ceux qui récupéraient les usines étaient des ouvriers. Il s'agissait donc d'une vraie curiosité intellectuelle et politique... à la hauteur de ma déception. »

L'étudiant a en effet eu l'occasion de prendre la mesure de toutes les difficultés relatives à la « démocratisation industrielle ».

La démocratie, avant tout un « construit social »

Sur place, il s'est intéressé à deux usines : la première, Bruckman, produisait des costumes d'hommes et comptait, parmi ses salariés, 80% de femmes. L'histoire de cette usine, devenue coopérative en 2003, a par ailleurs fait l'objet de nombreux traitements médiatiques. Ce qui n'était pas le cas de la seconde, Global, future « Nueva Esperanza », usine mixte produisant des ballons de baudruche, dont la transformation en coopérative date de 2005.





A cette époque, l'Argentine était touchée par une crise économique, qui a conduit en 2001 aux fortes mobilisations sociales des « cacerolazos ». Dans ces usines (comme dans de nombreuses autres), les dirigeants, acculés par la crise, s'étaient enfuis et avaient laissé les salariés à leur sort. « A cette époque-là, la démocratisation était dans une certaine mesure assez simple, puisque les patrons étaient partis. Ainsi que les cadres. Mais elle n'était pas voulue par les salariés. Elle ne s'est imposée que parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix. »

Le jeune étudiant, et militant, a en effet été surpris de constater que ces salariés ne s'étaient pas spontanément mobilisés. « Une idée répandue dans les milieux d'extrême-gauche, est que les classes populaires se positionnent spontanément contre la direction, qu'il y a une lutte des classes, soit-elle latente, et donc il suffirait que le patron ne soit plus là pour que la démocratisation se mette naturellement en place. Je me suis rendu compte que non seulement cela n'allait pas de soi, et qu'en plus que ces reprises ne s'étaient pas fondées sur la haine du patron, mais à l'inverse sur le système patronal précédemment mis en place, et qui s'était ensuite détérioré à partir des années 1990. »

« Travailleur zélé »

En effet, ces usines avaient toutes deux connu un âge d'or, pendant lequel les salariés, pour la plupart immigrés, peu qualifiés et d'un âge avancé, avaient pu se stabiliser dans l'emploi tout en percevant des salaires très honorables. « Leur employeur leur avait donc permis de connaître une ascension sociale significative. Sans compter la dimension symbolique : au-delà des avantages sociaux, ils avaient des contacts directs et réguliers avec lui... Nous étions alors, dans ces petites usines assez paternalistes, loin de la lutte des classes. Ce qui vient bousculer les conceptions habituelles sur les mobilisations dans le monde ouvrier... » C'est finalement sur ce modèle du « travailleur zélé », comme l'a qualifié le jeune sociologue, que les salariés se sont finalement mobilisés, poussés en outre par l'urgence de trouver un moyen de subsistance.

La rupture avec « le patron » n'a donc pas été évidente. Elle n'a pu se produire qu'après plusieurs années de politiques néolibérales (sous Carlos Menem entre 1989 et 1999) qui n'ont pas manqué de toucher les deux usines, entraînant alors, pour faire face à la compétitivité,



une détérioration des conditions de travail.

Dans le cas de Bruckman, plusieurs semaines ont en effet été nécessaires après le départ l'employeur, pour que les salariés cessent d'attendre son retour, sur les conseils des militants du « Parti des Travailleurs pour le Socialisme », mouvance d'extrême-gauche. Les salariés ont ensuite fini par se tourner vers le « Mouvement National des Fabriques récupérées par les Travailleurs », qui les a soutenus jusqu'à ce que l'usine devienne officiellement une coopérative.

Après cela, Maxime Quijoux est resté sur place, afin d'étudier la nouvelle organisation du travail. Il s'est notamment penché sur la politique de stricte égalité salariale, et l'organisation de la démocratie en entreprise. Une participation, dans certains cas obligatoire pour tous les salariés, mais qui n'était pas une évidence pour tous, et qui pouvait parfois conduire à de (trop) longues délibérations. « La démocratie est avant tout un construit social, insiste aujourd'hui Maxime Quijoux. Elle nécessite une socialisation, des outils... Elle n'est pas par essence. »

Un militant devenu chercheur

Sur place, l'étudiant a donc dû faire face à un certain nombre de désillusions, faisant alors l'apprentissage de la distanciation nécessaire au travail de sociologue. Une démarche notamment saluée par Paul Bouffartigue dans la préface du livre* consacré à ces recherches, soulignant les « investigations honnêtes et minutieuses » et la « salutaire lucidité » de l'étudiant d'alors, pourtant animé par une fascination pour l'autogestion.

Finalement, explique aujourd'hui Maxime Quijoux, cette fascination s'est tournée vers un autre objet : les « mobilisations improbables », de salariés à l'origine plutôt proches de leur patron, à la fois « peu mobilisés et peu mobilisables » mais s'étant pourtant tout de même lancés dans des actions radicales. « Finalement, ma déception n'était que relative. Comprendre la manière dont se construisait cette démocratisation m'a même parue encore plus intéressante. »

L'expérience ne l'a donc pas fait rompre avec ses opinions politiques de l'époque. Au contraire. « J'aurais plus de critiques à formuler à l'encontre des pourfendeurs de ces solutions, que sur les solutions elles-mêmes, malgré leurs limites. L'idée est justement de trouver un moyen de les dépasser. La lucidité est par ailleurs la meilleure arme politique. »



De l'Argentine à la France

L'objectif, désormais, pour le jeune sociologue, est d'étudier les reprises d'entreprises par les salariés en France, et notamment dans l'industrie francilienne, un projet de recherche mené sous la direction de Claude Didry (IDHE), et pour lequel **il a reçu l'allocation post-doctorale du DIM Gestes en 2012.**

Le jeune sociologue a déjà commencé ses recherches, entre septembre 2012 et avril 2013, dans une usine située à Corbeil-Essonne, récupérée par ses salariés

en février 2012.

S'il n'a pas encore eu le temps d'exploiter ces données, ni ne s'est attelé à un travail de comparaison entre les cas français et argentins, il identifie néanmoins déjà quelques divergences. Parmi elles, la stricte égalité salariale, qui n'est appliquée qu'au sein de l'ancienne usine Bruckman, et les syndicats, incontournables en France, mais absents en Argentine. De nombreux points communs émaillent cependant les histoires de ces usines. « Elles avaient toutes connu une période dorée. » Avant de rencontrer des difficultés financières, impliquant notamment la dégradation des conditions de travail... « Il y avait donc dans tous les cas un attachement très fort des salariés pour l'entreprise. »

Cette recherche s'inscrit dans un projet plus vaste encore, puisque le jeune chercheur ambitionne de réaliser une **socio-histoire des coopératives en France depuis 20 ans.** « Pour les historiens, le 'mouvement' autogestionnaire a pris fin au moment du revirement de 1983. Les socialistes en étant jusque-là porteurs. Ce que j'aimerais étudier, c'est la manière dont cette problématique ressurgit depuis quelques années, et en analyser les formes. Depuis, les changements ont été nombreux : recentrage managérial, volonté d'en faire des 'entreprises comme les autres'... » Une nouvelle dynamique, une « mue », qui n'est à ses yeux pas assez étudiée aujourd'hui. « Peu de sociologues travaillent dessus, contrairement aux économistes et gestionnaires qui, à mon sens, rencontrent quelques difficultés à sortir du discours des acteurs. » L'idée serait donc de réaliser un « tour de France », permettant d'étudier sur le terrain ce mouvement très hétérogène, et donc échapper à l'écueil du « portrait caricatural ». Et lorsqu'on lui demande quels sociologues l'influencent tout particulièrement dans son travail, c'est le nom de Pierre Bourdieu qui vient le plus spontanément. Maxime Quijoux prépare justement un ouvrage sur le sociologue, à paraître début 2015. Il sera constitué d'une sélection de contributions, faisant suite au colloque « Bourdieu et le travail » (l'une des manifestations scientifiques soutenues



financièrement par le DIM Gestes), qui a eu lieu fin 2012 (les 13 et 14 décembre) et dont il était l'organisateur.

Références bibliographiques

* Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine », préface de Paul Bouffartigue, Editions de l'IHEAL, 280 p. 2011.

« Convaincre ou produire ? Genèses et formes de participations ouvrières dans une usine récupérée d'Argentine », Participations, n°5, 2013, p. 103-126.

« Du zèle à l'autogestion, retour sur les usines récupérées d'Argentine », Sociologie du travail, numéro 2, 2012, p. 178-196.



Dans la série des « Portraits
des Lauréats DIM Gestes »,
celui de Maxime Quijoux, est
mis en ligne le 6 avril 2014
et relayé par MiroirSocial

